



Question d'Europe

n°513

29 avril 2019

Emanuel RIVIERE

Julien ZALC

Le contexte électoral de 2019 : des enjeux nouveaux et de plus en plus européens

Les élections européennes de 2014 s'étaient déroulées dans un contexte fort différent de celui de la campagne actuelle. Il y a cinq ans, les Européens avaient le regard rivé sur la conjoncture économique d'un continent alors empêtré dans la crise des dettes souveraines, le risque de déflation et une accentuation de la récession économique déjà entamée. Aujourd'hui, les esprits sont davantage tournés vers des considérations moins économiques, mais qui étaient déjà en germe lors du scrutin de 2014, tels que le changement climatique et l'immigration.

1) LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019, UN CONTEXTE DIFFÉRENT DE CELUI DU SCRUTIN DE 2014

Les données de [l'Eurobaromètre](#)[1] permettent de mettre en exergue la nature économique des préoccupations des citoyens européens avant le renouvellement du Parlement européen en 2014. Lorsqu'il leur avait été demandé, à l'automne 2013, d'identifier les deux problèmes les plus importants auxquels devait alors faire face l'Union européenne, les Européens avaient choisi la situation économique (45%), le chômage (36%) et l'état des finances publiques (26%). Cinq années plus tard, ce trio de tête a été chamboulé, faisant de l'immigration, selon [l'Eurobaromètre](#)[2], le premier problème (40%), alors que ce thème n'arrivait qu'en quatrième position fin 2013 (16%). Arrivent ensuite le terrorisme (20%), qui atteint un niveau assez élevé en raison de la charge émotionnelle qui en découle mais qui a aussi tendance à rapidement diminuer lorsqu'aucun attentat n'est commis sur le sol européen, et l'état des finances publiques (19%). Il importe également de noter la percée progressive de la question du changement climatique dans les consciences européennes, choisi par 16% des citoyens, et devenu le cinquième problème auquel l'Union est confrontée, selon les Européens.

Les préoccupations économiques sont ainsi reléguées au second plan, en raison sans doute de l'embellie relative des économies des Etats membres depuis cinq ans, de la crise migratoire de 2015 et de la

sensibilisation progressive des opinions publiques aux thématiques environnementales. Cependant, ce dernier sujet de préoccupation n'est pas apparu soudainement. La préoccupation des Européens pour la situation économique de l'Union a connu un pic en plein cœur de la récession en 2011, et n'a depuis cessé de diminuer. Toutefois, il est notable que la situation économique continue de préoccuper les populations des Etats membres ayant été fortement bouleversées par la crise. En 2018, 27% des Grecs et des Italiens, 25% des Espagnols ou encore 22% des Chypriotes continuent de faire de cette question l'un des deux problèmes les plus importants de l'Union, la moyenne à l'échelle de l'ensemble des citoyens européens étant de 18%.

La même tendance s'observe pour le chômage et l'état des finances publiques, dès 2013 pour le premier et à partir de 2012 pour le second. Cependant, notons que cette inclination à moins se préoccuper du budget de l'Etat n'est pas homogène en Europe, l'état des finances publiques continue, en 2018, de capter l'attention des pays les plus prospères de l'Union : l'Autriche (28%), l'Allemagne (30%) et les Pays-Bas (34%).

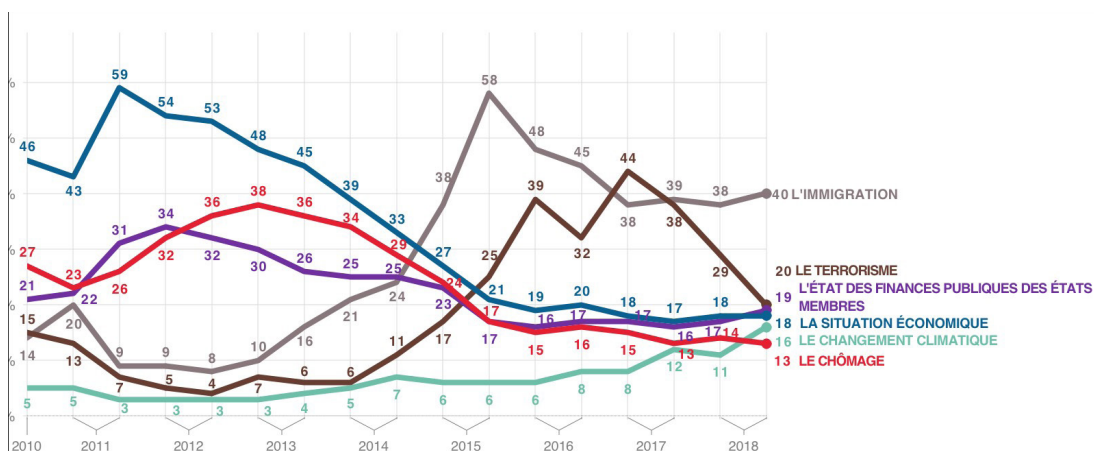
Si l'on considère les préoccupations extra-économiques, on voit que celle de l'immigration a commencé à croître en 2013 pour véritablement « exploser » en 2015. Quant au changement climatique, il a connu une évolution plus lente et progressive de 2011 à 2017, date à laquelle s'est produit un sursaut des opinions publiques européennes sur cette question.

1. Eurobaromètre 80, Commission européenne, automne 2013

2. Eurobaromètre 90, Commission européenne, automne 2018

A VOTRE AVIS, QUELS SONT LES DEUX PROBLÈMES LES PLUS IMPORTANTS AUXQUELS DOIT FAIRE FACE L'UE ACTUELLEMENT ?

(% - UE)



Source : Commission européenne - Eurobaromètre standard 90 - Automne 2018

Comprendre les raisons de l'irruption de l'immigration et du changement climatique dans les esprits des Européens nécessite de s'intéresser de plus près à la progression de ces questions politiques dans les Etats membres. Tout d'abord, on observe une poussée de la préoccupation pour cette thématique entre les Eurobaromètre de l'automne 2013 et 2018 dans les pays d'Europe centrale et orientale. A titre d'exemples, seuls 10% des Hongrois, 9% des Polonais et 13% des Tchèques avaient identifié cette question comme l'un des deux plus importants problèmes de l'Union en 2013. Cinq ans plus tard, ils ont respectivement été 54%, 43% et 58% à le choisir. Il est également possible d'observer que cette thématique a considérablement augmenté dans des pays ayant été fortement marqués par la crise économique : comme en Grèce, 15% avant les élections de 2014 et 44% en 2018 ; en Irlande, 8% avant 2014 et 32% en 2018 ; en Espagne, 8% avant 2014 et 38% en 2018.

La thématique du changement climatique s'est également imposée de façon différenciée en Europe. Au-delà de la hausse importante de la préoccupation pour cette question dans les pays traditionnellement mobilisés autour de cet enjeu comme la Suède (21% avant 2014 ; 46% en 2018), la Finlande (11% avant 2014 ; 36% en 2018)

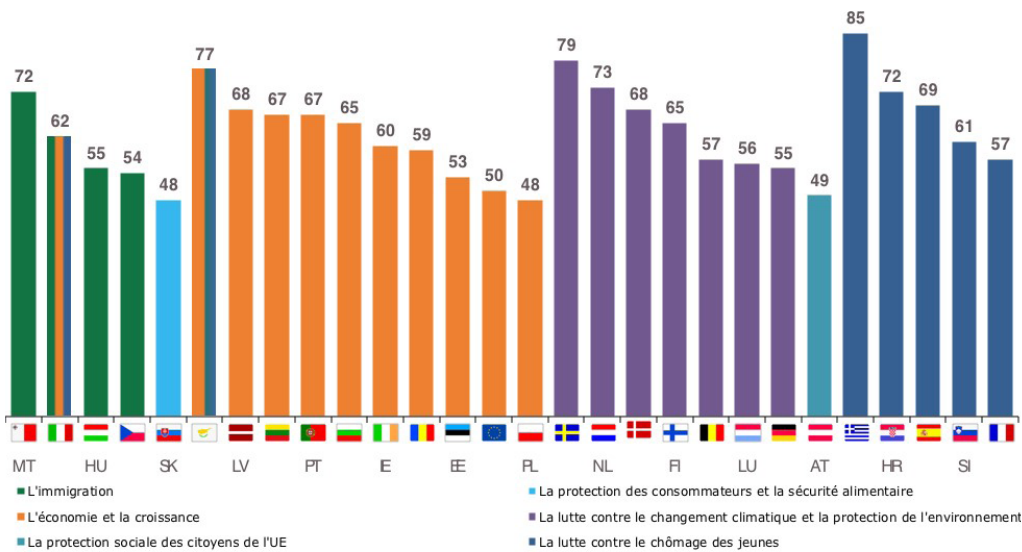
ou l'Allemagne (7% avant 2014 ; 21% en 2018), on constate une prise de conscience importante dans des pays comme la France (4% avant 2014 ; 22% en 2018), l'Irlande (2% avant 2014 ; 27% en 2018) ou la Belgique (4% avant 2014 ; 26% en 2018). Par ailleurs, la hausse à l'échelle européenne de la perception du changement climatique comme l'un des deux problèmes majeurs de l'Union européenne peut également être imputée au fait que des pays ayant connu une forte récession économique, et qui ne sont pas traditionnellement des Etats moteurs sur cette question au sein de l'Union, se sont progressivement saisis de cette thématique. Il en va ainsi de l'Italie (1% avant 2014 ; 11% en 2018), de Chypre (2% avant 2014 ; 12% en 2018) ou de l'Espagne (2% avant 2014 ; 10% en 2018).

2) UNE MULTITUDE D'ENJEUX COMMUNS, DES HIÉRARCHIES DIFFÉRENTES SELON LES ETATS

Cette comparaison 2014-2019 des problèmes auxquels est confrontée l'Union, selon les citoyens européens, nous éclaire sur le changement de contexte. Les données de l'[Eurobaromètre 91](#)^[3] nous permettent de mettre en exergue les thèmes qui devraient rythmer la campagne des élections européennes de mai 2019, selon les souhaits des Européens.

3. Eurobaromètre 91, Parlement européen, février-mars 2019

QA10T - Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui devraient être discutés en priorité lors de la campagne électorale pour les prochaines élections du Parlement européen ? En premier ? Et ensuite ?



Source : Parlement européen - Eurobaromètre 91 - Printemps 2019

Un désir de discussion autour de thèmes proches de leurs préoccupations : les Européens semblent considérer les élections européennes comme un moyen de traiter les problèmes

Lorsqu'on leur demande quels sont les thèmes qu'ils souhaiteraient voir aborder en priorité pendant la campagne électorale pour les prochaines élections européennes, on retrouve logiquement, dans les réponses des Européens, les sujets qui sont au cœur de leurs préoccupations. Ce qui frappe immédiatement, c'est la force avec laquelle les différents sujets sont mentionnés : cinq sujets sont en effet cités par plus de 40% des personnes interrogées : la croissance et l'économie (50%), le chômage des jeunes (49%), l'immigration (44%), le changement climatique et la protection de l'environnement (43%), et la lutte contre le terrorisme (41%). Les personnes interrogées pouvaient donner, au total, jusqu'à six réponses, ce qui permet d'expliquer ces pourcentages importants. Mais ces chiffres révèlent également une demande forte de la part des citoyens européens d'un débat nourri et varié pendant la campagne électorale. Et cette attente nous dit quelque chose de la manière dont ils perçoivent les élections : pas seulement comme un moyen de s'exprimer pour, ou contre l'Europe, ce à quoi elles sont parfois faussement assignées, mais comme un moyen de mettre en débat les sujets qui comptent le plus à leurs yeux.

L'économie et une Europe qui protège, en hausse, s'articulent désormais avec l'immigration et la protection des frontières en baisse

Dans le détail des réponses données sur les sujets les plus attendus, ce sont les sujets économiques qui occupent le sommet de la hiérarchie : l'économie et la croissance sont en tête, mentionnées par un Européen sur deux, juste devant la lutte contre le chômage des jeunes (49%). Un an avant le scrutin, en avril 2018, la croissance et l'économie ne figuraient qu'en quatrième place. L'immigration est en troisième position, quoiqu'en recul par rapport à la précédente enquête de septembre 2018, où elle était en tête (44%, -6 points). Notons d'ailleurs que la protection des frontières extérieures fait également partie des trois thèmes sur douze qui reculent depuis septembre 2018 (24%, -3). Quant à la question du changement climatique, elle est de plus en plus prégnante, portée par les mouvements des jeunes partout en Europe : elle passe de la cinquième à la quatrième place (43%, +3), et est même la première réponse donnée dans certains pays et certaines catégories de la population. Dans un deuxième temps, cinq domaines sont cités par 30% à 40% des personnes interrogées, avec pour chacun une petite progression par rapport à septembre. C'est notamment le cas de la protection sociale des citoyens européens (35%, +3), de la protection des consommateurs et de la sécurité alimentaire (30%,

Le contexte électoral de 2019 : des enjeux nouveaux et de plus en plus européens

+3) et de la politique de sécurité et de défense (30%, +2) : la demande d'une Europe qui protège est forte, et elle progresse.

Des différences assez marquées entre les Etats membres

L'analyse des résultats nationaux montre des variations assez prononcées d'un pays à l'autre.

L'économie et la croissance est la première réponse citée dans neuf pays : deux pays du Sud, Chypre (à égalité avec la lutte contre le chômage des jeunes) et le Portugal, les trois Etats baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie), trois pays d'Europe centrale et orientale (Pologne, Roumanie et Bulgarie) et l'Irlande.

La lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement arrivent en première position dans des pays parmi les plus riches de l'Union : les trois pays nordiques (Suède, Danemark et Finlande), les pays du Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas), et l'Allemagne.

La lutte contre le chômage des jeunes est en tête dans des pays ayant très fortement souffert de la crise de 2008, la Grèce et l'Espagne, où le [taux de chômage des jeunes](#) reste supérieur à 30%, mais également en France, en Croatie et en Slovaquie.

Quant à la politique de sécurité et de défense, elle apparaît dans les six premiers thèmes de campagne choisis par les citoyens de sept Etats membres de l'Union. En observant de plus près, on remarque que six d'entre eux partagent une proximité géographique avec la Russie : la Finlande, l'Estonie, la Pologne, la Lettonie, la Hongrie et la Lituanie.

A Malte et en Italie (deux pays qui sont en première ligne pour les arrivées de migrants), ainsi qu'en Hongrie et en République tchèque, dont les gouvernements ont fait de la lutte contre l'immigration l'un de leur thème de prédilection, l'immigration est placée en tête. En Italie, ce thème est cité à égalité avec l'économie et la croissance, et le chômage des jeunes.

Enfin, les Slovaques privilégient la protection des consommateurs et la sécurité alimentaire en tête, tandis que les Autrichiens plébiscitent la protection sociale des citoyens.

Assez logiquement, les attentes des citoyens quant aux thèmes de campagne varient assez fortement d'un pays à l'autre, en fonction, notamment, des principaux problèmes rencontrés dans chacun des Etats membres. On note également des variations importantes entre les différentes catégories socio-démographiques.

L'économie et la croissance pour tous, l'immigration à droite, et la protection de l'environnement pour les catégories supérieures et ceux qui se placent à gauche

Si on s'intéresse aux résultats par catégorie, on constate dans un premier temps que les variations sont, dans l'ensemble, assez limitées en ce qui concerne l'économie et la croissance. Même si l'intensité des résultats diffère (43% chez les 15-24 ans, en troisième position, contre 52% chez les 40-54 ans, à la première place), ce thème est dans le trio des thèmes à aborder pendant la campagne dans quasiment toutes les catégories socio-démographiques.

Des différences plus marquées apparaissent en ce qui concerne le chômage des jeunes, cité par exemple par 54% des 15-24 ans, 57% de ceux qui ont quitté l'école le plus tôt, 59% des chômeurs, et 60% de ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures en fin de mois (en première place dans chacune de ces catégories). Ce thème est moins mentionné par les catégories moins précaires que sont les cadres (38%), ou ceux qui n'ont pratiquement jamais de problèmes pour payer leur facture (45%).

Sur l'immigration, le clivage gauche/droite reste prégnant : 39% de ceux qui se situent à gauche de l'échelle politique souhaitent que ce sujet soit abordé en priorité pendant la campagne (en sixième position), alors que c'est le deuxième thème le plus mentionné par les sympathisants de droite, avec 51% de citations.

C'est sur la question du changement climatique que les différences sont les plus marquées : en fonction de la préférence politique, encore, avec 56% de mentions chez ceux qui se placent à gauche, et seulement 36% à droite. Mais également en fonction du niveau d'éducation : c'est l'item le plus cité par les Européens ayant continué leurs études le plus longtemps (53%), alors qu'il n'arrive qu'en cinquième position chez ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans (31%).

L'immigration est ainsi perçue comme le premier problème auquel doit faire face leur pays par les Européens qui se placent à droite de l'échiquier politique (avec 27% de mentions)[4], tandis que le chômage est très largement en première position chez ceux qui ont quitté l'école le plus tôt (31%) et surtout les chômeurs (41%).

Au sein de chaque pays, des différences socio-démographiques

Le souhait de voir le thème de l'économie et la croissance débattu en priorité pendant la campagne est partagé, en Italie, par la plupart des catégories professionnelles (entre 62% et 68%). Les cadres italiens font figure d'exception, n'étant que 45% à mentionner ce thème.

Ce n'est pas le cas en Espagne, où 66% des cadres ont cité ce thème, pour 64% de l'ensemble des personnes interrogées.

En Pologne, on constate des variations importantes sur ce sujet de l'économie cité par 44% des femmes, 33% des 15-24 ans, 31% des personnes au foyer, 53% des hommes, 53% des personnes âgées de 55 ans et plus et 57% des employés.

En ce qui concerne la lutte contre le chômage des jeunes, on note, en France, des différences selon le

niveau social des personnes interrogées : ce thème est nettement plus cité par les personnes ayant quitté l'école avant 16 ans (69%), les ouvriers (65%), que par ceux qui ont continué leurs études jusqu'à 20 ans ou après (51%), les cadres (42%), ou ceux qui n'ont jamais de problèmes pour payer leurs factures (52%). C'est donc un thème majeur pour les catégories qui sont les moins nombreuses à se mobiliser pour les élections en général, et les européennes en particulier.

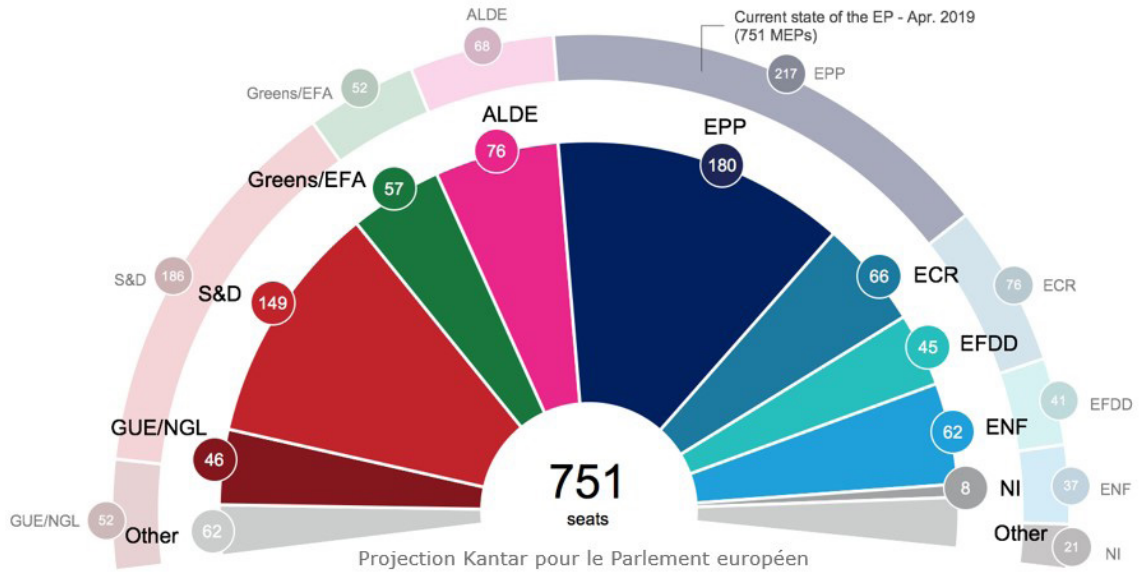
L'immigration est, le plus souvent, un thème politiquement clivant, plus mentionné à droite qu'à gauche. C'est surtout spectaculaire en Allemagne (37% à gauche, 66% à droite), mais aussi assez net en Hongrie (46% pour 63%). En revanche, c'est un peu moins explicite en Italie (59% à gauche, 69% à droite), et surtout en Espagne, où le thème est autant cité à gauche qu'à droite (48% dans les deux cas). Dans la plupart de ces pays, ce sujet est moins cité par les jeunes que par l'ensemble de la population, l'Espagne faisant figure d'exception.

Enfin, on note des différences plus marquées sur le thème de la lutte contre le changement climatique, davantage cité par les catégories supérieures, par exemple, en Allemagne : 66% des cadres, 63% de ceux qui ont continué leurs études après 19 ans ; ou en France : 70% des cadres et 59% de ceux qui ont continué leurs études après 19 ans. Donc, des catégories qui, traditionnellement, sont nombreuses à aller voter. On pourrait penser que c'est un sujet surtout important pour les jeunes qui sont, en général, peu nombreux à aller voter, mais il semble que le thème soit devenu transgénérationnel, avec moins de 10 points de différence entre les 15-24 ans et les personnes de 55 ans et plus dans ces deux pays : 57% des premiers, 56% des seconds en Allemagne ; 57% et 48% en France.

4. Notons que les niveaux sont moins élevés, car la question n'autorise que deux réponses possibles.

**3) UN CONTEXTE DE CAMPAGNE QUI REBAT LES
CARTES SANS BOULEVERSER LES ÉQUILIBRES**

L'impact de ces préoccupations, de leur hiérarchie et des changements survenus depuis 2014 se lit dans les projections effectuées à partir des sondages collectés par Kantar pour le Parlement européen.



Des gauches à la peine

La première conséquence, liée à la combinaison des inquiétudes économiques et des préoccupations sur l'enjeu migratoire, est que l'on s'achemine, selon toute vraisemblance, vers un Parlement plus à droite, ou, plus exactement, moins à gauche qu'à l'issue du scrutin de 2014. Marquées par une crise économique aux lourdes conséquences sociales, les élections de 2014 avaient enregistré une poussée de la gauche de la gauche, parfois au détriment de la social-démocratie (Espagne, Grèce), parfois dans le cadre d'une progression globale de la gauche (Portugal), permettant au groupe GUE/NGL de dépasser 50 sièges. Les pertes pour la gauche modérée (et pour le groupe S&D) avaient été compensées par le succès des sociaux-démocrates dans plusieurs pays où la gauche radicale peinait à percer ou n'existait pas, et qui ont envoyé de fortes délégations à Strasbourg pour renforcer le groupe social-démocrate : Allemagne, Roumanie Royaume-

Uni, Italie. Les sociaux-démocrates limitaient ainsi leurs pertes par rapport à la législature précédente à une poignée de sièges.

Les élections de 2019 s'annoncent plus difficiles. Les préoccupations économiques demeurent fortes, mais l'expérience du pouvoir par des gouvernements de gauche, parfois en coalition, n'a pas aidé à affermir leur crédit, que ce soit pour répondre aux conséquences sociales de la crise ou pour clarifier leur définition du modèle de production et de redistribution à promouvoir en Europe. Les pertes s'annoncent sévères pour ces forces en Allemagne, en Italie, en France, que ne compensent ni le sursaut du socialisme ibérique ou des travaillistes britanniques, déjà forts en 2014, ni la bonne tenue de la social-démocratie scandinave, en raison du poids de ces pays.

Mais ces pertes ne profitent pas à la gauche de la gauche, divisée en France, quasiment rayée de la carte

électorale en Italie, fragilisée en Espagne. Tout se passe comme si l'évolution des préoccupations économiques, en passant de la gestion de crise à la sortie de crise, constituait un contexte moins porteur pour ces partis. Au total, les pertes pour les groupes GUE/NGL et S&D pourraient dépasser 50 sièges.

La préoccupation climatique, davantage citée par les électeurs qui se situent à gauche, et en nette hausse, ne bénéficie pas plus à ces partis, qu'ils en fassent ou non un cheval de bataille. Ils sont concurrencés sur ce terrain par les représentants des Verts européens qui, incontestablement, bénéficient de la montée régulière de l'inquiétude pour le climat. C'est particulièrement frappant dans certains pays où la population y est particulièrement sensible, ou bien plus qu'en 2014. L'Allemagne et le Royaume-Uni particulièrement, la France et la Belgique dans une moindre mesure, pourraient renforcer le groupe des Verts/ALE en 2019. L'adéquation entre préoccupation environnementale et vote écologiste ne se fait pas partout, et singulièrement pas dans les pays scandinaves où cette préoccupation est en tête, et consensuelle. Cela explique pourquoi les progrès possibles pour les Verts restent en deçà de la vigueur de cette préoccupation.

Migration : un avantage pour l'extrême droite

La question migratoire préoccupe bien plus les électeurs qui se situent à droite. Pour autant, elle ne bénéficie pas particulièrement aux partis de droite qui siègent au sein du principal groupe du Parlement, le PPE. Selon les enquêtes d'intentions de vote, ce dernier enregistre des pertes significatives dans des pays tels que l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, où la droite modérée est confrontée à une percée des partis politiques caractérisés principalement par leur positionnement anti-immigration (AfD, Vox et Lega). Cette préoccupation n'est pas aussi massive en France, où le Rassemblement national ne semble pas pouvoir faire mieux qu'en 2014. Mais la droite fragilisée par son score aux élections de 2017 y reste à la peine et fera vraisemblablement partie des pays qui enverront moins de députés au sein du PPE qu'en 2014.

La question de l'immigration est rendue complexe pour ces partis qui doivent articuler un discours de fermeté et le respect de leurs valeurs. La question de l'identité, autre manière de prendre l'enjeu, est soulevée par plusieurs des candidats tête de liste, mais avec le risque d'être moins audibles que les positions plus radicales. Les partis qui siègent au sein du groupe ENF semblent être les principaux bénéficiaires de cette poussée de la préoccupation pour l'immigration depuis 2014, et ce groupe pourrait, s'il était maintenu en l'état, progresser de 25 sièges selon notre dernière projection, passant de 37 à 62 parlementaires du fait principalement de la progression de la Lega en Italie. Cependant, le groupe PPE limiterait relativement les pertes malgré ses reculs probables dans les pays les plus peuplés, compensés par quelques gains, en Grèce notamment. Si ce groupe est en passe de conserver la première place au Parlement, il le devra moins à sa capacité de surfer sur l'une des thématiques émergentes qu'à son aptitude à articuler deux thèmes majeurs, crédibilité économique et maîtrise des flux migratoires.

Le positionnement central des partis qui siègent au sein du groupe ALDE, potentiellement renforcés par les élus français de la République en Marche (LREM), lui vaut également d'être crédité d'une bonne capacité à articuler les enjeux. En tous cas, ce groupe apparaît en voie de progression, même sans compter le renfort de LREM. Ces partis bénéficient des difficultés des grands partis et de leur discrédit, puisque c'est sur l'usure du bipartisme ou du « système » que progressent les partis qui, en Espagne, en Allemagne, en France ou en République tchèque, viendront renforcer le pôle central à Strasbourg.

Reste une préoccupation qui échappe au clivage gauche/droite, celle qui habite tout particulièrement les habitants de la frange orientale de l'Union, s'agissant du maintien de la sécurité et de la paix sur le continent. Cette préoccupation est d'un autre ordre, puisqu'elle invite à regarder non pas ce qui se passe en Europe, mais ce qu'est l'Europe par rapport au reste du monde et ce qu'elle doit préserver. Cette thématique pouvant nourrir un autre clivage, séparant ceux qui croient au projet européen et ceux qui veulent lui tourner le dos.

Le contexte électoral de 2019 : des enjeux nouveaux et de plus en plus européens

Les électeurs européens appelés aux urnes du 23 au 26 mai ne se prononceront pas uniquement en fonction des thèmes de campagnes ou de leurs sujets de préoccupation. Ce qu'ils pensent des partis politiques en lice, et particulièrement de ceux qui exercent le pouvoir dans leur pays, comptera aussi. En revanche, opposer comme on le fait souvent les enjeux nationaux aux enjeux européens n'a pas beaucoup de sens. Les citoyens votent pour des partis dont ils croient partager les orientations et les valeurs, et cela s'applique au niveau national comme au niveau européen. En outre, les problèmes qui préoccupent les Européens, qu'il s'agisse de l'emploi, de l'environnement ou de l'immigration, sont autant de défis dont les solutions,

pour les citoyens, sont à trouver à l'échelle de l'Europe ou en rapport avec l'Europe. La hiérarchie de ces enjeux a varié depuis cinq ans, ce qui aura des conséquences sur la composition du Parlement. Le scénario, un temps avancé, d'une majorité antieuropéenne ne paraît pas sérieux pour autant. Du reste, autre chose pourrait aussi changer avec cette campagne : l'attention portée aux enjeux à l'échelle européenne. Elle pourrait offrir l'occasion de sortir de la sempiternelle question « pour ou contre l'Europe », pour enfin se demander ce qui doit être fait en Europe et par l'Europe pour affronter ces enjeux.

Emmanuel RIVIERE et Julien ZALC

Centre Kantar sur le Futur de l'Europe

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.